

Situation Mensuelle de l'Etat



Août 2012



Synthèse	2
Faits marquants	2
Focus sur l'actualité	4
Chiffres clés	5
Solde d'exécution budgétaire	6
Dépenses	7
Dépenses du budget général par titres et catégories	7
Dépenses du budget général par missions et programmes	8
Recettes	12
Recettes fiscales du budget général	12
Recettes non fiscales du budget général	14
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours	16
Opérations des comptes spéciaux	17
Données patrimoniales	18
Tableau des flux de trésorerie	18
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	19
Dette financière de l'Etat	20
Notes méthodologiques	21



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -97,7 milliards €

Le solde d'exécution budgétaire à fin août 2012 s'élève à -97,7 milliards € contre -102,9 milliards € à fin août 2011 à périmètre constant. Cette variation (+5,2 milliards €) est due à des recettes en

progression et à l'amélioration du solde des comptes spéciaux. Toutefois, les dépenses enregistrent depuis le début de l'année, un rythme de comptabilisation plus soutenu que l'an passé.

Dépenses du budget général (hors R&D*) : 198 milliards €

Les principales dépenses du mois

✓ Mission **Enseignement scolaire** : 4,9 milliards € imputables essentiellement à l'Enseignement scolaire public du premier et du second degré ;

✓ Mission **Défense** : 3,2 milliards € dont 2,1 milliards € pour le programme « Préparation et emploi des forces » ;

✓ Mission **Travail et emploi** : 1,6 milliard € dont 1 milliard € au titre du programme « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi » ;

✓ Mission **Sécurité** : 1,4 milliard € partagé entre les programmes « Police nationale » à hauteur de 0,7 milliard € et « Gendarmerie nationale » pour 0,6 milliard €.

Les dépenses nettes à fin août 2012 s'élèvent à 198 milliards € contre 194,1 milliards € à fin août 2011 à périmètre constant. Ce rythme plus soutenu de comptabilisation concerne surtout les dépenses de fonctionnement (+1,3 milliard €) et de personnel (0,9 milliard €).

Recettes du budget général (hors R&D) : 127 milliards €

Les principales recettes du mois (hors R&D) :

TVA : 10,5 milliards € ;

Impôt sur le revenu : 1,8 milliard € ;

Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques : 1,2 milliard € ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales : -4,3 milliards € ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne : -1,4 milliard €.

Recettes fiscales (hors R&D) : 166,3 milliards €

Elles s'élevaient à 159,9 milliards € à périmètre constant à fin août 2011. Cette progression est essentiellement due à l'augmentation de l'impôt sur le revenu (+3,7 milliards €), de la TVA (+1,6 milliard €), l'impôt de solidarité sur la fortune (+1,4

milliard € dû à l'absence en 2011 d'échéance au mois de juin) et des retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes (+1,1 milliard €).



Recettes non fiscales : 8,9 milliards €

Les recettes non fiscales à fin août 2012 s'élèvent à 8,9 milliards € contre 10,1 milliards € en 2011. Cet écart s'explique notamment par la baisse des dividendes et recettes assimilées (-2,7 milliards €) et l'absence de prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations (-1 milliard €), partiellement

compensées par la recette exceptionnelle enregistrée cette année, relative à la procédure d'attribution d'autorisations d'utilisation de fréquences dans la bande 800 MHz en France métropolitaine (1,3 milliard €) ainsi que par la recette accidentelle liée aux francs non échangés (0,5 milliard €).

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -50,5 milliards €

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat s'élèvent à fin août 2012 à -50,5 milliards € contre -49,2 milliards € à fin août 2011.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -26,7 milliards €

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 7,2 milliards € et des recettes pour 2,4 milliards €. Le

compte « **Avances à l'audiovisuel public** » laisse apparaître des dépenses d'un montant de 0,3 milliard € et des recettes de 0,1 milliard €.

Au 31 août 2012, le solde des comptes spéciaux s'établit à -26,7 milliards € contre -31,8 milliards € en août 2011. Cet écart s'explique essentiellement par l'amélioration des soldes des comptes de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (+3,1 milliards €) et « Prêts à des Etats étrangers » (+52 milliards €) suite au prêt accordé à la Grèce en 2011, en partie compensée par l'évolution du solde du compte « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » de -3,9 milliards € (remboursement en 2011 du prêt consenti au secteur automobile en 2009).

Dette financière de l'Etat au 31 août : 1 384,4 milliards €

Les flux enregistrés depuis le début de l'année concernent essentiellement les OAT (émissions nettes de 46,1 milliards €), les BTAN (émissions

nettes de 15,9 milliards €) et les BTF (émissions nettes de 3,7 milliards €).



☞ Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)

Créée par la loi de finances pour 1978, le **FCTVA** vise à compenser la TVA supportée par les collectivités territoriales et certains établissements publics locaux sur leurs dépenses réelles d'investissement.

Il est calculé de manière forfaitaire par l'application d'un taux unique de 15,482 % aux dépenses d'investissement éligibles réalisées par les bénéficiaires au cours de l'avant-dernier exercice clos. Cependant ce principe a fait l'objet d'aménagements.

Ainsi, les communautés de communes (CC) et d'agglomération (CA) perçoivent le FCTVA l'année même de la réalisation de la dépense. Les collectivités (autres que CC et CA) qui se sont engagées en 2009 et 2010 à accroître leurs dépenses d'investissement dans le cadre du dispositif de versement accéléré au titre du

plan de relance pour l'économie et qui ont respecté leurs engagements perçoivent le FCTVA l'année suivant la réalisation de la dépense. Il en est de même pour les communes, membres d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) pratiquant la mise en commun de la dotation globale de fonctionnement (DGF).

Le FCTVA constitue le deuxième prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales avec une prévision de 5,5 milliards € en loi de finances pour 2012 soit 75 % des concours d'investissements versés par l'Etat. Les bénéficiaires sont principalement les communes et EPCI (63 %), les départements (20 %) et les régions (10 %). Au 31 août 2012, le montant exécuté s'élève à 2,5 milliards €.

☞ Le CAS « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage »

Afin de favoriser l'insertion des jeunes sur le marché du travail et permettre une meilleure lisibilité budgétaire des moyens consacrés au développement de l'apprentissage, la loi de finances rectificative du 29 juillet 2011 a réformé le Fonds national de développement et de modernisation de l'apprentissage (FNDMA) ainsi que les conditions de collecte et d'attribution aux régions de la taxe d'apprentissage. En effet, antérieurement, les fonds versés aux régions par le FNDMA au titre des contrats d'objectifs et de moyens signés avec les conseils régionaux, n'apparaissaient pas dans le budget de l'Etat.

Parallèlement un dispositif de « bonus-malus » est entré en vigueur cette année. Désormais, les entreprises de plus de 250 salariés qui n'atteignent pas dans leur effectif, un taux de 4 % (au lieu de 3 % auparavant) de jeunes en alternance doivent verser à l'Etat, une contribution supplémentaire. A l'inverse, les entreprises dépassant ce taux, bénéficient d'une prime.

L'ensemble de ces mesures est, à présent, retracé au sein du compte d'affectation spécial « **Financement du développement et de la modernisation de l'apprentissage** » remplaçant ainsi le FNDMA.

Les dépenses sont réparties au sein de 3 programmes : le programme « Péréquation entre régions des ressources de la taxe d'apprentissage » afin de compenser les disparités entre les montants perçus par chaque région, le programme « Contractualisation pour le développement et la modernisation de l'apprentissage » retraçant les fonds versés aux régions dans le cadre des contrats d'objectifs et de moyens Etat-régions et enfin le programme « Incitations financières en direction des entreprises respectant les quotas en alternance » dédié aux primes versées par l'Etat aux entreprises exemplaires en matière de formation en alternance (bonus).

Les recettes se composent d'une fraction de la taxe d'apprentissage (22 %), de la contribution supplémentaire à l'apprentissage (malus) et de recettes diverses et accidentelles notamment les pénalités versées par les entreprises n'ayant pas réglé leur taxe d'apprentissage avant le 1^{er} mars.

Au 31 août 2012, les recettes du CAS s'élèvent à 0,6 milliard €.



	Août	Cumul à fin août		Renvoi Page	
	2012	2012	2011 retraité 2011 exécuté		
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-12 136	-97 672	-102 946	-102 777	6
Dépenses du budget général (hors R et D)	16 772	197 963	194 095	193 854	6
Recettes du budget général (hors R et D)	9 546	126 979	122 976	122 904	6
Principales recettes fiscales (hors R et D)					
- IR	1 845	34 738	31 070	31 070	
- IS	-494	17 578	17 959	17 959	
- TVA	10 546	88 649	87 029	86 880	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-4 910	-26 688	-31 827	-31 827	17
DONNEES PATRIMONIALES					
Variation de trésorerie	-18 730	-73 937			18
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	1 037	88 492			19
Dettes financières de l'Etat	-5 279	1 384 443			20



	Mois	Cumul à fin août		
	Août	2012	2011 retraité	2011 exécuté
unité : million d'€.				
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	0	997	1 018	1 018
Dépenses de personnel	9 687	80 085	79 190	79 608
Dépenses de fonctionnement	2 220	32 985	31 723	31 174
Charges de la dette de l'Etat	103	29 698	30 188	30 188
Dépenses d'investissement	801	7 763	7 214	7 214
Dépenses d'intervention	3 949	45 343	44 502	44 392
Dépenses d'opérations financières	12	1 092	260	260
Total des dépenses (hors R et D) (I)	16 772	197 963	194 095	193 854
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	14 544	166 256	159 853	159 723
Recettes non fiscales	523	8 855	10 050	10 054
Prélèvements sur recettes	-5 676	-50 504	-49 172	-49 117
Fonds de concours	155	2 372	2 244	2 244
Total des recettes (hors R&D II)	9 546	126 979	122 976	122 904
Total des recettes (hors R et D, prélèvements sur recettes)	15 222	177 483	172 147	172 021
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-7 226	-70 984	-71 119	-70 950
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	-119	2 492	1 404	1 404
Solde des comptes de concours financiers	-4 952	-29 091	-33 749	-33 749
Solde des comptes de commerce	134	-143	423	423
Solde des comptes d'opérations monétaires	156	-30	1 241	1 241
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (D)	-4 910	-26 688	-31 827	-31 827
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (F = C + D + E)	-12 136	-97 672	-102 946	-102 777



	Mois	Cumul à fin août		
	Août	2012	2011 retraité	2011 exécuté
unité : million d'€.				
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	9 687	80 085	79 190	79 608
Rémunérations d'activité	5 792	46 815	46 780	47 015
Cotisations et contributions sociales	3 848	32 767	31 729	31 910
Prestations sociales et allocations diverses	47	503	680	683
AUTRES TITRES	7 085	117 878	114 905	114 246
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	997	1 018	1 018
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	2 220	32 985	31 723	31 174
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1 894	13 288	12 088	12 102
Subventions pour charges de service public	326	19 697	19 636	19 072
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	103	29 698	30 188	30 188
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	103	29 698	30 188	30 188
Titre 5 - Dépenses d'investissement	801	7 763	7 214	7 214
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	679	6 677	6 209	6 209
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	122	1 086	1 005	1 005
Titre 6 - Dépenses d'intervention	3 949	45 343	44 502	44 392
Transferts aux ménages	520	17 041	16 482	16 482
Transferts aux entreprises	621	6 761	6 805	6 749
Transferts aux collectivités territoriales	1 172	5 834	4 592	4 556
Transferts aux autres collectivités	1 636	15 704	16 163	16 146
Appels en garantie	0	3	459	459
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	12	1 092	260	260
Prêts et avances	0	161	119	119
Dotations en fonds propres	12	328	141	141
Dépenses de participations financières	0	603	0	0
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	16 772	197 963	194 095	193 854



unité : million d'€	Mois d'août		Cumul à fin août 2012		Cumul à fin août 2011 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	232	311	2 136	2 006	2 032
Action de la France en Europe et dans le monde	168	173	1 185	1 175	1 199
Diplomatie culturelle et d'influence	42	80	673	544	533
Français à l'étranger et affaires consulaires	22	58	275	271	262
Présidence française du G20 et du G8	0	0	3	16	38
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	189	253	1 825	1 777	1 615
Administration territoriale	129	130	1 105	1 077	1 067
Vie politique, culturelle et associative	26	83	273	269	115
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	34	40	447	431	433
AGRICULTURE, PÊCHE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	101	301	2 706	2 356	2 238
Economie et développement durable de l'agriculture, de la pêche et des territoires	0	192	1 548	1 285	1 153
Forêt	3	5	313	259	254
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	37	37	346	332	338
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	61	67	499	480	493
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	92	384	1 714	2 119	2 205
Aide économique et financière au développement	56	0	418	827	863
Solidarité à l'égard des pays en développement	35	383	1 293	1 289	1 333
Développement solidaire et migrations	1	1	3	3	9
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	82	18	2 445	2 342	2 670
Liens entre la Nation et son armée	9	11	67	68	87
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	73	0	2 284	2 210	2 506
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la Seconde Guerre mondiale	0	7	94	64	77
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	46	49	394	395	365
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	30	32	221	226	202
Conseil économique, social et environnemental	0	0	37	37	38
Cour des comptes et autres juridictions financières	16	17	136	132	125
CULTURE	144	236	1 921	1 623	1 664
Patrimoines	33	106	587	428	482
Création	29	46	611	533	544
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	82	84	723	662	638
DEFENSE	2 413	3 210	23 413	27 557	26 705
Environnement et prospective de la politique de défense	150	127	1 155	1 181	1 133
Préparation et emploi des forces	1 874	2 146	16 154	16 168	15 791
Soutien de la politique de la défense	218	289	2 102	1 981	1 624
Equipeement des forces	171	648	4 002	8 227	8 157
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	60	81	612	653	543
Coordination du travail gouvernemental	32	44	342	331	294
Protection des droits et libertés	5	6	51	55	52
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	23	31	219	267	197
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLES	585	670	7 941	7 306	7 285
Infrastructures et services de transports	262	342	4 126	3 566	3 667
Sécurité et circulation routières	3	3	22	18	14
Sécurité et affaires maritimes	7	11	114	89	86
Météorologie	0	0	152	152	147
Urbanisme, paysages, eau et biodiversité	21	14	244	226	185
Information géographique et cartographique	0	0	71	71	60
Prévention des risques	7	8	161	128	122
Energie, climat et après-mines	2	4	547	546	494
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer	283	288	2 504	2 510	2 510



unité : million d'€	Mois d'août		Cumul à fin août 2012		Cumul à fin août 2011 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ECONOMIE	107	132	1 140	1 093	1 070
Développement des entreprises et de l'emploi	62	71	684	642	639
Tourisme	0	13	35	32	18
Statistiques et études économiques	32	34	308	307	299
Stratégie économique et fiscale	13	14	113	112	114
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	153	103	30 211	30 161	31 113
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	103	103	29 698	29 698	30 188
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	0	0	3	3	459
Epargne	50	0	510	460	466
Majoration de rentes	0	0	0	0	0
Dotation en capital du mécanisme européen de stabilité (1)	0	0	0	0	0
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	4 828	4 876	41 953	42 115	41 732
Enseignement scolaire public du premier degré	1 543	1 544	12 254	12 252	12 156
Enseignement scolaire public du second degré	2 428	2 432	19 919	19 910	19 750
Vie de l'élève	158	186	2 774	2 764	2 708
Enseignement privé du premier et du second degrés	495	505	4 979	4 964	4 950
Soutien de la politique de l'éducation nationale	132	140	1 392	1 365	1 331
Enseignement technique agricole	72	69	635	860	836
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	872	935	7 771	7 730	7 540
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	681	705	5 727	5 665	5 551
Stratégie des finances publiques et modernisation de l'Etat	15	26	122	152	154
Conduite et pilotage des politiques économique et financière	45	54	578	596	557
Facilitation et sécurisation des échanges	112	130	1 115	1 087	1 090
Entretien des bâtiments de l'Etat	10	16	111	99	55
Fonction publique	9	4	118	131	132
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	63	76	450	373	291
Immigration et asile	46	57	393	324	264
Intégration et accès à la nationalité française	17	19	57	49	27
JUSTICE	556	590	6 222	4 709	4 459
Justice judiciaire	293	243	3 052	1 884	1 789
Administration pénitentiaire	186	258	1 974	1 908	1 742
Protection judiciaire de la jeunesse	55	65	527	505	518
Accès au droit et à la justice	5	7	259	256	247
Conduite et pilotage de la politique de la justice	17	17	408	154	161
Conseil supérieur de la magistrature (1)	0	0	2	2	2
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	-3	160	1 058	857	904
Presse	1	2	273	217	225
Livre et industries culturelles	-4	51	218	174	177
Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique	0	107	426	325	306
Action audiovisuelle extérieure	0	0	141	141	196
OUTRE-MER	43	71	1 677	1 258	1 158
Emploi outre-mer	26	28	1 175	835	807
Conditions de vie outre-mer	17	43	502	423	351
POLITIQUE DES TERRITOIRES	16	19	95	149	125
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	14	18	72	134	111
Interventions territoriales de l'Etat	2	1	23	15	14
POUVOIRS PUBLICS	0	0	998	998	1 018
Présidence de la République	0	0	109	109	112
Assemblée nationale	0	0	518	518	534
Sénat	0	0	324	324	328
La Chaîne parlementaire	0	0	35	35	32
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	11	11	11
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1



unité : million d'€	Mois d'août		Cumul à fin août 2012		Cumul à fin août 2011 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
PROVISIONS	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	198	217	22 024	19 699	19 193
Formations supérieures et recherche universitaire	68	85	10 370	10 271	9 605
Vie étudiante	4	3	1 934	1 541	1 449
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	6	20	4 911	3 767	3 744
Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources	0	0	1 240	930	926
Recherche spatiale	0	0	1 328	1 190	1 194
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de l'aménagement durables	27	7	1 015	952	1 115
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	76	84	718	651	724
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	178	122	126
Recherche culturelle et culture scientifique	1	1	108	62	88
Enseignement supérieur et recherche agricoles	16	17	222	213	222
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	181	289	5 294	5 032	4 321
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	13	54	3 081	3 020	2 864
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	67	738	537	505
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	168	168	1 475	1 475	952
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	115	154	2 191	2 071	1 898
Concours financiers aux communes et groupements de communes	49	58	553	445	418
Concours financiers aux départements	6	14	386	381	361
Concours financiers aux régions	28	54	854	854	769
Concours spécifiques et administration	32	28	398	391	350
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	6 406	6 856	60 167	60 110	56 177
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	5 912	6 355	57 056	57 008	52 696
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	494	501	3 111	3 102	3 481
SANTE	4	15	1 132	907	708
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	4	3	537	496	464
Protection maladie	0	12	595	411	244
SECURITE	1 485	1 380	11 630	11 357	10 973
Police nationale	741	744	6 113	6 096	5 914
Gendarmerie nationale	744	636	5 517	5 261	5 059
SECURITE CIVILE	61	30	227	237	233
Intervention des services opérationnels	17	27	116	131	137
Coordination des moyens de secours	44	3	111	106	96
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	94	333	11 638	8 236	7 510
Lutte contre la pauvreté : revenu de solidarité active et expérimentations sociales	1	1	380	380	122
Actions en faveur des familles vulnérables	8	20	169	146	150
Handicap et dépendance	4	231	9 890	6 650	6 233
Egalité entre les hommes et les femmes	1	2	12	11	10
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	80	79	1 187	1 049	994



unité : million d'€	Mois d'août		Cumul à fin août 2012		Cumul à fin août 2011 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	13	28	378	341	256
Sport	8	16	229	206	166
Jeunesse et vie associative	5	12	149	135	90
TRAVAIL ET EMPLOI	484	1 613	8 504	7 208	7 265
Accès et retour à l'emploi	330	601	4 386	3 671	4 223
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	93	950	3 576	3 005	2 537
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	1	3	48	54	41
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	60	59	494	478	464
VILLE ET LOGEMENT	114	232	6 866	5 298	5 006
Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables	94	124	979	768	651
Aide à l'accès au logement	0	0	5 142	3 890	3 787
Développement et amélioration de l'offre de logement	19	22	244	225	147
Politique de la ville et du Grand Paris	1	86	501	415	421
TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES BRUTES DU BUDGET GENERAL	19 734	23 622	266 733	258 073	250 272

(1) Programme crée en 2012



	Mois		Cumul à fin août	
	Août	2012	2011 retraité	2011 exécuté
unité : million d'€.				
Impôt sur le Revenu (A)	2 759	39 199	36 509	36 509
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	526	2 809	2 886	2 886
Impôt sur les sociétés (C)	216	31 133	29 861	29 861
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	512	8 861	6 735	6 735
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	52	428	372	372
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	266	5 477	4 329	4 329
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéficiaires distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	9	23	4	4
Impôt de solidarité sur la fortune	97	1 709	308	308
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	0	33	33
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	1	100	81	81
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	44	107	215	215
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	1	11	7	7
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	1	14	10	10
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	7	69	52	52
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	1	4	3	3
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle (1)	0	3	14	14
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010) (1)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010) (1)	7	261	611	611
Recettes diverses	26	655	696	696
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (1) (E)	1 203	8 988	9 283	9 300
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	14 844	123 800	119 613	119 464
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	1 340	11 576	11 144	11 145
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	44	402	349	349
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	11	117	120	120
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	0	7	60	60
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	136	1 064	1 247	1 247
Mutations à titre gratuit par décès	682	5 000	4 495	4 495



unité : million d'€.	Mois	Cumul à fin août		
	Août	2012	2011 retraité	2011 exécuté
Autres conventions et actes civils	39	325	251	251
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	33	247	178	178
Taxe spéciale sur les conventions d'assurance	11	50	69	69
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	8	101	85	85
Timbre unique	21	110	80	80
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	17	259	253	253
Autres droits et recettes accessoires	0	3	3	3
Amendes et confiscations	2	25	135	135
Taxe générale sur les activités polluantes	-69	212	205	205
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	3	20	19	19
Contribution Carbone	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	18	109	109	109
Autres droits et recettes à différents titres	0	2	1	1
Taxe sur les achats de viande	1	240	45	45
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	2	34	36	36
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	33	34	34
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	29	28	28
Taxe de l'aviation civile	0	19	31	32
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	579	804	804
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	22	22	24	24
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	197	1 296	1 330	1 330
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	73	494	506	506
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	31	272	265	265
Prélèvements sur les paris sportifs	12	73	58	58
Prélèvements sur les jeux de cercle en ligne	5	44	45	45
Redevance sur les paris hippiques en ligne	7	59	67	67
Taxe sur les transactions financières (2)	0	0	0	0
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010) (1)	1	20	85	85
Autres taxes	29	309	127	127
TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)	21 400	226 366	216 030	215 900
TOTAL RECETTES FISCALES (hors remb. et dégrèv.)	14 544	166 256	159 853	159 723

(1) changement de libellé en 2012

(2) création en 2012



unité : million d'€.	Mois	Cumul à fin août		
	Août	2012	2011 retraité	2011 exécuté
Dividendes et recettes assimilées (A)	9	3 070	5 741	5 741
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	1 058	2 840	2 840
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	53	453	453
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	9	1 959	2 448	2 448
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
Produits de domaine de l'Etat (B)	199	2 464	746	750
Revenus du domaine public non militaire	20	154	127	127
Autres revenus du domaine public	2	84	116	116
Revenus du domaine privé	3	30	42	42
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	50	1 384	55	55
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	124	781	368	372
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	21	29	29
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du domaine	0	10	9	9
Produits de la vente de biens et de services (C)	84	646	670	670
Remboursement par les Communautés européennes des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	41	262	267	267
Autres frais d'assiette et de recouvrement	34	326	318	318
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	0	1	47	47
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	5	46	30	30
Autres recettes diverses	4	11	8	8
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	21	331	591	591
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	1	167	227	227
Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	0	1	1	1
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	10	9	9
Intérêts des autres prêts et avances	2	32	303	303
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	17	93	24	24
Autres avances remboursables sous conditions	0	5	1	1
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	13	6	6
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	1	10	20	20



	Mois		Cumul à fin août	
	Août	2012	2011 retraité	2011 exécuté
unité : million d'€.				
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	29	551	360	360
Produits des amendes forfaitaires de la police de la circulation	0	0	0	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	2	339	95	95
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	1	10	6	6
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'Agence judiciaire du Trésor	2	18	7	7
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	24	157	185	185
Frais de poursuite	0	26	65	65
Frais de justice et d'instance	0	0	1	1
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	1	1	1
Divers (F)	181	1 793	1 942	1 942
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	965	965
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	18	246	102	102
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	12	85	82	82
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	6	6	6
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	60	396	329	329
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	61	49	49
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	29	29
Frais d'inscription	1	5	2	2
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	7	6	6
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	2	2	2
Récupération d'indus	4	26	23	23
Recouvrements après admission en non-valeur	14	118	130	130
Divers versements des Communautés européennes	0	0	0	0
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	0	3	0	0
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	2	19	24	24
Recettes diverses en provenance de l'étranger	54	56	3	3
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dettes et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	7	627	87	87
Produits divers	2	80	11	11
Autres produits divers	5	56	92	92
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	523	8 855	10 050	10 054



	Mois		Cumul à fin août	
	Août	2012	2011 retraité	2011 exécuté
unité : million d'€.				
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-4 255	-36 641	-36 942	-36 887
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-3 172	-28 631	-27 510	-27 510
Prélèvement sur les recettes de l'Etat du produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation et des radars automatiques	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-3	-10	-9	-9
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	-1	-3	-23	-23
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation de compensation de la taxe professionnelle ⁽²⁾	0	0	-242	-242
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée	-258	-2 482	-4 027	-4 027
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-165	-1 385	-1 285	-1 224
Dotations élu local	0	-65	-43	-43
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	0	-2	-27	-27
Compensation de la suppression de la part salaire de la taxe professionnelle	0	0	0	0
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	-333	-333
Dotations départementales d'équipement des collèges	-53	-263	-218	-218
Dotations régionales d'équipement scolaire	-224	-576	-441	-441
Compensation d'exonération au titre de la réduction de la fraction des recettes prises en compte dans les bases de taxe professionnelle des titulaires de bénéfices non commerciaux ⁽²⁾	0	0	-114	-114
Compensation d'exonération de la taxe foncière relative au non-bâti agricole (hors la Corse)	0	0	0	0
Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	0	0	0
Dotations globales de construction et d'équipement scolaire	0	-3	-2	-2
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée	0	0	0	0
Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat spécifique au profit des dotations d'aménagement ⁽²⁾	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-291	-2 280	-1 687	-1 687
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-49	-563	-631	-631
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-5	-52	-279	-279
Prélèvement sur les recettes de l'Etat spécifique au profit de la dotation globale de fonctionnement	0	0	-77	-77
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle ⁽¹⁾	-34	-324	6	0
Dotations de protection de l'environnement et d'entretiens des voiries municipales ⁽¹⁾	0	0	0	0
Dotations de compensation des produits syndicaux fiscalisés ⁽¹⁾	0	-2	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union Européenne	-1 421	-13 863	-12 230	-12 230
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-5 676	-50 504	-49 172	-49 117
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	132	2 191	1 989	1 989
Fonds de concours - coopération internationale	23	181	255	255
TOTAL FONDS DE CONCOURS	155	2 372	2 244	2 244

(1) Ligne créée en 2012 (2) Ligne supprimée en 2012



unité : million d'€.

	Mois d'août		Cumul à fin août					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2012	2011 exécuté	2012	2011 exécuté	2012	2011 exécuté
Comptes d'affectation spéciale	4 512	4 393	38 617	35 622	41 109	37 026	2 492	1 404
Aides à l'acquisition de véhicules propres(1)	28	20	89	0	165	0	76	0
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	32	83	720	199	942	927	222	728
Développement agricole et rural	0	6	90	86	108	102	18	16
Engagements en faveur de la forêt dans le cadre de la lutte contre le changement climatique	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale(1)	33	56	156	0	245	0	89	0
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	0	12	41	0	637	1	596	1
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	28	115	217	197	378	347	161	150
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien	4	0	919	0	1 320	0	401	0
Participation de la France au désendettement de la Grèce (1)	0	0	0	0	0	0	0	0
Participations financières de l'Etat	0	0	868	667	574	181	-294	-486
Pensions	4 352	4 101	35 482	34 473	36 460	35 258	978	785
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	35	0	35	0	280	210	245	210
Comptes de concours financiers	7 453	2 501	60 510	67 530	31 419	33 781	-29 091	-33 749
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	0	-15	75	30	30	45	-45
Avances à l'audiovisuel public	273	117	2 193	2 148	1 123	1 084	-1 070	-1 064
Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres(2)	0	0	0	334	0	149	0	-185
Avances aux collectivités territoriales	7 180	2 380	57 835	58 995	30 066	28 155	-27 769	-30 840
Avances aux organismes de sécurité sociale(1)	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts à des Etats étrangers	0	4	485	5 854	200	362	-285	-5 492
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	0	0	12	124	0	4 001	-12	3 877
Comptes de commerce	233	367	34 251	34 879	34 108	35 302	-143	423
Approvisionnement des armées en produits pétroliers	60	121	512	420	551	467	39	47
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	14	8	99	96	95	92	-4	-4
Couverture des risques financiers de l'Etat	0	0	1 099	1 366	1 099	1 529	0	163
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	26	101	330	205	394	339	64	134
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	129	130	32 066	32 676	31 940	32 750	-126	74
Gestion des actifs carbonés de l'Etat	0	0	119	0	0	0	-119	0
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	0	0	2	1	0	1	-2	0
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	4	7	24	27	29	32	5	5
Opérations industrielles et commerciales des directions départementales et régionales de l'équipement(2)	0	0	0	73	0	79	0	6
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	0	0	0	15	0	13	0	-2
Renouvellement des concessions hydroélectriques(1)	0	0	0	0	0	0	0	0
Comptes d'opérations monétaires	357	513	1 635	2 312	1 605	3 553	-30	1 241
Emission des monnaies métalliques	23	55	126	86	176	187	50	101
Opérations avec le Fonds Monétaire International	329	458	1 496	2 205	1 412	3 351	-84	1 146
Pertes et bénéfices de change	5	0	13	21	17	15	4	-6
TOTAL COMPTES SPECIAUX	12 555	7 774	135 013	140 343	108 241	109 662	-26 772	-30 681
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	12 226	7 316	133 517	138 138	106 829	106 311	-26 688	-31 827

(1) mission créée en 2012

(2) mission supprimée en 2012



unité : million d'€.

Trésorerie au 1^{er} janvier 2012	-57 855
Variation de trésorerie	-16 082
Solde au 31 août 2012	-73 937



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2011	Flux nets de l'année	Solde à fin août 2012	
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes à caractère financier	Organismes d'assurance et de réassurance	186	199	385
		Caisse des Dépôts et Consignations	10	0	10
		La Poste	1	0	1
		Autres organismes à caractère financier	138	194	332
	CEPL	Régions	1 297	-224	1 073
		Départements	5 082	-2 824	2 258
		Communes	18 123	-631	17 492
		Hôpitaux	3 221	-27	3 194
		HLM	205	181	386
		Autres CEPL	16 804	115	16 919
	Etablissements publics nationaux	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	7 879	1 846	9 725
		Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	1 702	417	2 119
		Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	1 471	1 972	3 443
		Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	523	407	930
	Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger		14 054	46	14 100
	Communautés européennes		877	-600	277
	Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	Fonds et Fondations	74	10	84
	GIP	338	160	498	
	EPL	1 904	602	2 506	
	Autres correspondants	6 056	558	6 614	
	Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	2	-2	0	
	Intérêts courus sur comptes DFT	90	-90	0	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	2 086	114	2 200	
	Placements des correspondants (hors CEPL) sur un compte à terme	4 032	-85	3 947	
	Intérêts courus sur comptes à terme	26	-26	0	
Total Passif (A)		86 179	2 312	88 493	
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		1	0	1	
Découverts des correspondants du Trésor		2	-2	0	
Total Actif (B)		2	-2	1	
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)		86 176	2 314	88 492	



	Solde au 31/12/2011	Flux nets de l'année	Solde à fin août 2012
unité : million d'€.			
Dettes négociables (A)	1 312 979	65 639	1 378 618
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	887 885	46 119	934 004
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	730 502	49 035	779 537
- <i>taux variable</i>	138 497	-942	137 555
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	247 298	15 862	263 160
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	238 743	14 924	253 667
- <i>taux variable</i>	8 366	916	9 282
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	177 796	3 658	181 454
Autres titres négociables	0	0	0
Dettes non négociables (B)	238	-2	236
Dettes exigibles	238	-2	236
- OAT	0	0	0
- BTAN	0	0	0
- BTF	0	0	0
- autres titres non négociables	238	-2	236
Autres emprunts (C)	6 492	-903	5 589
TOTAL (A+B+C)	1 319 709	64 734	1 384 443



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « exécutés » 2011 correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « retraités » 2011 correspondent aux données exécutées corrigées des changements de périmètre liés à la loi de finances pour 2012.

Autorisation d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédit de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Une mission regroupe donc un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R & D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeurs sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante (période complémentaire limitée à 20 jours par la loi organique relative aux lois de finances).

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.